



Rennes, le 24 mai 2013

LETTRÉ OUVERTE AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

Depuis votre prise de fonction, vous vous êtes souvent déplacé en Bretagne. Vous êtes venu constater, écouter, vous êtes venu rencontrer les acteurs des filières agricoles et agro-alimentaires : c'est bien. Mais maintenant, il est temps de passer de la phase diagnostic à la phase action.

La patience des agriculteurs bretons, leur capacité de résistance aux différentes crises sont depuis longtemps épuisées. Mais surtout, Monsieur le Ministre, le moral des agriculteurs bretons est au plus bas. Alors que l'agriculture pourrait être une chance pour la France, nous attendons toujours le choc de simplification promis.

Nous attendons surtout des réponses simples aux questions simples que se posent les agriculteurs chaque jour sur leur avenir.

Nous attendons depuis trop longtemps que vos promesses se transforment en actes :

- Imposez la mise en place rapide des hausses de prix en lait, en porc, sans oublier la volaille, le lapin, les œufs, la viande bovine, le lait de chèvre, les légumes et l'horticulture. Des réponses simples existent, les outils aussi. Sans impacter le panier de la ménagère, il y a les moyens pour mieux rémunérer le travail des agriculteurs. Sur le moyen terme, la révision de la LME par la loi de consommation est une solution. Mais un texte inappliqué remplacé par un texte inapplicable ne sert à rien. Formalisez une clause de révision en cas d'augmentation des prix des matières premières, avec des indicateurs clairs inscrits dans la loi, et forcez les opérateurs à prendre en compte les augmentations des coûts de production.

Ne cédez pas aux sirènes de M. Michel-Edouard LECLERC, chantre des prix bas et de la défense du pouvoir d'achat ! Les prix bas détruisent les emplois !

- Battez-vous pour une PAC qui redonne des perspectives à l'élevage : par des aides directes, mais aussi une organisation économique renforcée au regard du droit de la concurrence. Le 2nd pilier doit permettre de financer des aides à l'investissement en faveur de la compétitivité des élevages. Elle doit aussi donner le temps aux agriculteurs de s'adapter.
- Soyez le Ministre qui aura mis fin aux distorsions de concurrence sociales, environnementales, administratives : la France doit se battre, avec des alliés en Europe pour une harmonisation des conditions de production et des normes appliquées aux produits importés.
- Stoppez la surenchère en matière environnementale : malgré les progrès constatés par votre propre administration, les normes environnementales se durcissent de plus en plus quand elles ne sont pas incompréhensibles. La Bretagne sert systématiquement de laboratoire expérimental pour de nouvelles mesures. Des évolutions sont attendues depuis longtemps - réforme des ZES, évolution de la

réglementation BVC, alignement des seuils ICPE sur les seuils européens - pour redonner un peu de souffle aux exploitants. Des solutions de bons sens, partagées avec les agriculteurs, faisant appel à l'agronomie seront toujours moins coûteuses et plus efficaces en matière d'environnement.

Vous avez les réponses entre vos mains et vous avez le pouvoir de répondre à nos demandes et vous avez surtout le pouvoir d'agir. Les agriculteurs sont d'abord des chefs d'entreprise. Ce sont des entrepreneurs et ils ont besoin à ce titre de lisibilité, de perspectives mais surtout ils ont besoin d'être considérés comme les autres catégories socio-professionnelles : ni plus ni moins, simplement respectés, écoutés.

Le Président
de la FRSEA Bretagne,
Thierry COUE.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Thierry COUE', with a long horizontal flourish extending to the right.